

Unité départementale des Bouches-du-Rhône
16 rue Zattara - CS 70248 - 13331 Marseille cedex 03

Marseille, le 29/11/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/09/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SOREAL MEDITERRANEE

38-40, Avenue Henri Dunant
Pas des Lanciers
13700 Marignane

Références : D-2024-1364

Code AIOT (à rappeler pour toute correspondance) : 0006400608

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/09/2024 dans l'établissement SOREAL MEDITERRANEE implanté 38 AV HENRI DUNANT 38-40-PAS DES LANCIERS 13700 MARIGNANE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOREAL MEDITERRANEE
- 38 AV HENRI DUNANT 38-40-PAS DES LANCIERS 13700 MARIGNANE
- Code AIOT : 0006400608
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SOREAL Méditerranée exploite une installation de transit et traitement de déchets de métaux sur le territoire de la commune de Marignane ainsi qu'une installation de démontage / dépollution de véhicules hors d'usage.

Thèmes de l'inspection :

- Gestion des déchets (registre, transfert transfrontalier)
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	Code de l'environnement du 29/12/2023, article R.181-46 II	/	Demande d'action corrective	7 jours
2	Contrôle de la nature des déchets entrants et sortants	Code de l'environnement du 01/01/2022, article R. 541-45	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
3	Registre des déchets entrants	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Registre des déchets sortants	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
6	Risque Incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9	/	Demande d'action corrective	1 mois
7	Plan de défense Incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10-I	/	Demande d'action corrective	2 mois
8	Dispositions de prévention des accidents	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10-II	/	Demande d'action corrective	3 mois
9	Gestion des rejets aqueux	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 20	/	Demande d'action corrective	1 mois, 3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Entreposage des moteurs issus des VHU	Arrêté Ministériel du 02/05/2012, article Annexe 1 10° alinéa 3	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection avait pour objectifs :

- d'aborder les suites de la précédente inspection,
- de faire un point sur la situation administrative du site suite au dépôt d'un porter à connaissance.

Elle a mis en évidence des écarts réglementaires (surveillance des rejets aqueux, plan de défense incendie, exercice incendie) pour lesquels une action rapide de l'exploitant peut être mise en œuvre. Ainsi, pour ces constats, une lettre de suite préfectorale est adressée à l'exploitant.

L'exploitant doit également apporter les informations complémentaires (courriel du 06/09/2024) nécessaires à l'instruction de son porter à connaissance. Il maintient une surface minimale pour l'activité de démontage / dépollution de VHU jusqu'à ce qu'il ait été statué sur le caractère substantiel des modifications, objet du porter à connaissance susmentionné.

Concernant les suites de l'inspection du 18 avril 2024, l'exploitant poursuit les modifications à apporter dans son logiciel. Il transmet les justificatifs demandés dans les plus brefs délais.

Il est enfin à noter que le jour de la visite d'inspection, l'exploitant faisait réaliser une mesure de bruit de ses installations. Il a été constaté que la presse-cisaille de l'atelier VHU n'était pas en service lors des mesures. Or, elle fait partie de l'extension de l'activité de démontage / dépollution de VHU (objet d'un porter à connaissance en cours d'instruction).

Dans ce contexte, l'exploitant justifie de la représentativité des résultats obtenus au regard de l'arrêt de cette activité lors des mesures.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 29/12/2023, article R.181-46 II
Thème(s) : Situation administrative, Vérification
Prescription contrôlée : Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. S'il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R. 181-18, R. 181-19, R. 181-21 à R. 181-32-1 et R. 181-33-1 que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires et, le cas échéant, à une consultation du public dans les conditions de l'article L. 123-19-2 ou, lorsqu'il est fait application du III de l'article L. 122-1-1, de l'article L. 123-19, fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R. 181-45.
Constats : La visite d'inspection a permis de faire le point sur les activités exercées sur le site. Concernant les DEEE hors froid, les cartes électriques retrouvées par erreur sont stockées et valorisées. Concernant l'activité VHU, l'exploitant souhaite augmenter sa surface de l'installation (de < 100 m ² à 1 400 m ²). Un porter à connaissance est d'ailleurs en cours d'instruction. La surface constatée le jour de l'inspection était supérieure à 100 m ² . L'exploitant a indiqué être en capacité de réduire la surface rapidement, le temps de finaliser l'instruction.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant évacue les déchets liés à l'activité VHU (paquets de VHU, pièces détachées usagées) et apporte dans les plus brefs délais une réponse aux compléments formulés par les services de l'inspection (courriel du 06/09/2024).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 7 jours

N° 2 : Contrôle de la nature des déchets entrants et sortants

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2022, article R. 541-45
Thème(s) : Actions nationales 2024, Traçabilité des déchets – utilisation de Trackdéchets
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 18/04/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 1 mois •
Prescription contrôlée : I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ". Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.
Constats : Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a indiqué ne pas avoir réceptionné de nouveaux véhicules hors d'usage apportés par un professionnel, depuis l'inspection d'avril 2024. Lorsque l'apporteur est un particulier, l'exploitant utilise bien l'outil Trackdéchets. Lorsque le VHU dépollué part à l'étranger, il n'est pas possible de faire suivre le BSD de Trackdéchets ; ce qui crée une rupture de traçabilité. L'exploitant continue, dans ce cas précis, les BSD papier.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet les éléments justifiant de la mise en œuvre de Trackdéchets dès le prochain apport professionnel de VHU sur son site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Registre des déchets entrants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, déchets entrants
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 18/04/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective• date d'échéance qui a été retenue : 1 mois•
Prescription contrôlée : <p>Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants. Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes : a) Concernant la date d'entrée dans l'établissement :</p> <p>- la date de réception du déchet et, pour les installations soumises à dispositif de contrôle par vidéo au titre de l'article L. 541-30-3 du code de l'environnement, l'heure de la pesée du déchet ;</p> <p>b) Concernant la dénomination, nature et quantité :</p> <p>- la dénomination usuelle du déchet ; - le code du déchet entrant au regard l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ; - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ; - la quantité de déchet entrant exprimée en tonne ou en m3 ;</p> <p>c) Concernant l'origine, la gestion et le transport du déchet :</p> <p>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ; - l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ; - la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ; - la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;</p> <p>d) Concernant l'opération de traitement effectuée par l'établissement :</p> <p>- le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ; - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ; - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.</p>
Constats : <p>Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a transmis le registre de 2024. Il a été constaté que :</p> <ul style="list-style-type: none">• le numéro SIRET du producteur initial est renseigné,• l'adresse de prise en charge a été ajoutée. <p>Concernant les informations relatives au transporteur, le logiciel est en cours de modification. Il apparaît le terme « entreprise » dans la colonne "nature du transporteur". Il manque toutefois les données relatives au transporteur et au particulier. L'exploitant a indiqué que le registre serait complété d'ici la fin du mois.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant justifie de la conformité et de la complétude du registre des déchets entrants pour 2023 et 2024.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Registre des déchets sortants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, déchets sortants
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 18/04/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 1 mois •
Prescription contrôlée : Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes : a) Concernant la date de sortie de l'installation : - la date de l'expédition du déchet ; b) Concernant la dénomination, nature et quantité : - la dénomination usuelle du déchet ; - le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ; - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ; - la quantité de déchet sortant en tonne ou en m3 ; c) Concernant l'origine du déchet : - l'adresse de l'établissement ; - l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ; d) Concernant la gestion et le transport du déchet : - la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ; - la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ; e) Concernant la destination du déchet : - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié

<p>;</p> <ul style="list-style-type: none"> - le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ; - la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ; - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.
<p>Constats :</p> <p>Concernant le registre des déchets sortants, il n'y a pas eu de prise en charge de déchets par l'éco-organisme SCRELEC depuis la précédente inspection. Ce point sera donc vérifié lors d'une prochaine visite d'inspection.</p> <p>Il a été constaté que le code Bâle n'est toujours pas renseigné dans le registre dans le cas de transferts transfrontaliers de déchets. La visite d'inspection a permis de rappeler cette obligation à l'exploitant et où trouver ce code lorsqu'il existe (listes verte et orange de la convention de Bâle).</p> <p>Concernant la rupture de traçabilité, l'exploitant va transmettre les éléments avec les compléments demandés pour le porter à connaissance.</p> <p>L'exploitant a également précisé que la colonne A du registre des déchets sortants « identification métier » porte le code d'identification inscrit dans l'annexe VII associée au mouvement.</p> <p>Enfin, l'exploitant a engagé les démarches pour mettre à jour le logiciel afin de faire figurer dans le registre les informations relatives au négociant. L'exploitant indique qu'il lui faut croiser les données avec le fichier comptable. Toutefois, le registre contient, à partir de la colonne AH, des informations sur quelques négociants.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet le registre des déchets sortants de 2023 et 2024 complétés des éléments manquants.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 5 : Entreposage des moteurs issus des VHU

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/05/2012, article Annexe 1 10° alinéa 3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Entreposage</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 18/04/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 1 mois
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>- les emplacements affectés au démontage et à l'entreposage des moteurs, des pièces susceptibles de contenir des fluides, des pièces métalliques enduites de graisses, des huiles, produits pétroliers, produits chimiques divers sont revêtus de surfaces imperméables, lorsque ces pièces et produits ne sont pas eux-mêmes contenus dans des emballages parfaitement étanches et imperméables, avec dispositif de rétention ;</p>

Constats :

La visite d'inspection a permis de constater que les moteurs sont entreposés sur une palette et recouverts d'une bâche.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Risque Incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie

Prescription contrôlée :

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :
- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; - de plans des bâtiments et aires de gestion des produits ou déchets facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque bâtiment et aire ; - d'extincteurs répartis à l'intérieur des bâtiments et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits ou déchets gérés dans l'installation.

Les installations gérant des déchets combustibles ou inflammables sont également dotées : - d'un ou plusieurs points d'eau incendie, tels que :

1. Des bouches d'incendie, poteaux ou prises d'eau, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins des services d'incendie et de secours ;

2. Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont utilisables en permanence pour les services d'incendie et de secours.

Les prises de raccordement permettent aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.

Le ou les points d'eau incendie sont en mesure de fournir un débit global adapté aux risques à défendre, sans être inférieur à 60 m³/h durant deux heures. Le point d'eau incendie le plus proche de l'installation se situe à moins de 100 mètres de cette dernière. Les autres points d'eau incendie, le cas échéant, se situent à moins de 200 mètres de l'installation (les distances sont mesurées par les voies praticables par les moyens des services d'incendie et de secours) ;

- d'un système de détection automatique et d'alarme incendie pour les bâtiments fermés où sont entreposés des produits ou déchets combustibles ou inflammables ; - d'une réserve de sable meuble et sec ou matériaux assimilés présentant les mêmes caractéristiques de lutte contre le feu comme la terre en quantité adaptée au risque, ainsi que des pelles.

L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux règles en vigueur. Ces vérifications font l'objet d'un rapport annuel de contrôle.

Constats :

La visite d'inspection a permis de constater que les extincteurs et les poteaux incendie ont été vérifiés respectivement en avril et septembre 2024 et sont conformes. Le rapport d'intervention mentionne un extincteur à remplacer. L'exploitant a présenté la facture du remplacement.

Le site n'est pas équipé en RIA.

Par ailleurs, l'exploitant ne trace pas les essais de manœuvrabilité de la vanne guillotine manuelle.

Enfin, le hangar abrite des déchets et produits combustibles. Or, il n'est pas équipé d'un dispositif de détection d'incendie. L'exploitant a indiqué mener une réflexion sur l'installation d'une caméra thermique.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant met en place un dispositif de détection dans le hangar au regard de la présence de produits et déchets combustibles.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Plan de défense Incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10-I
Thème(s) : Risques accidentels, Plan de défense Incendie
Prescription contrôlée : « L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci. « Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site. « Il comprend au minimum : « - les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ; « - l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ; « - les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ; « - les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ; « - le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ; « - le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ; « - des plans des entreposages intérieurs et extérieurs contenant des déchets avec une description des dangers, et le cas échéant l'emplacement des murs coupe-feu, des commandes de désenfumage, des interrupteurs centraux, des produits d'extinction et des moyens de lutte contre l'incendie situés à proximité ; « - le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ; « - les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu à l'article 13 sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées, et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ; « - la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ; « - le cas échéant, la localisation des petits îlots et les déchets qu'ils sont susceptibles de contenir.»

<p>Constats :</p> <p>Le Plan de Défense Incendie est en cours de finalisation. Il manque le plan du réseau électrique à mettre à jour suite aux travaux consistant à refaire les bureaux (en container maritime ; au nombre de 12 ; avec un étage pour la visibilité du site).</p> <p>L'exploitant a également prévu :</p> <ul style="list-style-type: none"> • de modifier le schéma d'alerte, notamment au niveau des coordonnées de contact des services de l'inspection ; • de rédiger les modalités d'organisation des accès en périodes non ouvrées, notamment pour le déverrouillage du portail ; • le plan d'entreposage doit être complété des produits stockés (Adblue, GNR, gazoil, rack d'oxygène, bouteille de propane...) et couplé aux moyens de lutte (vanne, extincteurs...). <p>Il a également montré que les Fiches de Données Sécurité sont accessibles via l'outil SEIRICH de l'INERIS (captures d'écran transmises). De plus, le plan des petits îlots est présenté dans le porter à connaissance (extension rubrique 2712).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Cette disposition étant entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2024, l'exploitant met en place et transmet à l'inspection son plan de défense incendie.</p> <p>De plus, il prévoit que le PDI intègre les modifications en cours sur son site.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 8 : Dispositions de prévention des accidents

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10-II</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Maîtrise des incendies</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.</p> <p>[...]</p> <p>Pour les installations enregistrées ou autorisées au 1er janvier 2024, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1er juillet 2024.</p> <p>Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a indiqué avoir fait suivre à son personnel une formation sur l'usage des extincteurs, avec tests fumigènes, en date du 19 septembre.</p> <p>Il a également indiqué être en cours de programmation d'un exercice avec les services d'incendie et de secours. Toutefois, il doit préalablement déclarer ses poteaux incendie afin qu'ils soient enregistrés et connus des services de secours. En effet, ce référencement est nécessaire aux services d'incendie et de secours afin d'adapter les moyens à mettre en œuvre.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant réalise un exercice de défense contre l'incendie avec les services d'incendie et de secours.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 9 : Gestion des rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 20
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des rejets
Prescription contrôlée : Une mesure des concentrations des différents polluants visés aux articles 17 et 18 est effectuée au moins tous les ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement. Les polluants qui ne sont pas susceptibles d'être émis par l'installation ne font pas l'objet des mesures périodiques prévues au présent article.
Constats : Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a présenté les résultats d'analyse de 2023. Il a été constaté que certains paramètres n'ont pas été analysés (indice phénol, métaux, AOX...). De plus, l'exploitant mène plusieurs activités ayant des critères de surveillance différents (paramètres, valeurs limites d'émission...) liés aux différents arrêtés ministériels auxquels il est soumis.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet un tableau de récolement des paramètres à analyser en fonction des différentes réglementations applicables à son établissement et retient pour chaque paramètre la fréquence d'analyse et la valeur limite d'émission les plus contraignantes : <ul style="list-style-type: none">• arrêté ministériel du 06/06/2018 applicables aux installations soumises à enregistrement au titre des rubriques 2711, 2713, 2714 et 2716 ;• arrêté ministériel du 26/11/2012 applicables aux installations soumises à enregistrement au titre de la rubrique 2712 ;• arrêté ministériel du 02/02/1998 relatif aux émissions polluantes. Il réalise la prochaine campagne de mesures sur la base de ce tableau.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois (tableau) ; 3 mois (mesure annuelle)